

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 23/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Syndicat d'Élimination des Déchets de la Haute Lande**

2, place Léo Bouyssou  
40110 Morcenx-La-Nouvelle

Références : DREAL/2025D/2086  
Code AIOT : 0100020251

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement Syndicat d'Élimination des Déchets de la Haute Lande implanté route de Richet 40410 MOUSTEY. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat d'Élimination des Déchets de la Haute Lande
- route de Richet 40410 MOUSTEY
- Code AIOT : 0100020251
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes Cœur Haute Lande (CCCHL) est issue de la fusion, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, des communautés de communes du Canton de Pissos, de la Haute Lande et du Pays d'Albret. Elle est composée de 26 communes pour un peu plus de 15 000 habitants, sur un territoire de 1 786 km<sup>2</sup>.

La Communauté de Communes Cœur Haute Lande disposait de la compétence de collecte des déchets (au niveau du Canton de Pissos). Depuis les travaux de réhabilitation de la déchetterie de Moustey, la Communauté de Communes a transféré l'ensemble de la compétence de collecte au Syndicat d'Élimination des Déchets de Haute Lande (SEDHL).

Le changement d'exploitant au bénéfice du SEDHL a été acté depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les communes de Saugnac et Muret, Belhade, Mano, Pissos et Moustey.

Un arrêté préfectoral sous le n° PR/DCPPAT/2024/201 portant une extension du champ géographique d'intervention du SEDHL et modification des statuts a été émis le 18 juin 2024. Le SEDHL devrait être propriétaire du site ce premier semestre ou trimestre 2025 pour assurer sa gestion administrative.

Le site est ouvert au public du mardi au samedi sur une plage horaire de 9 h à 17 h depuis le 13 juillet 2024.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Plans des locaux et schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Travaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
14	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
15	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité des installations	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Sans objet
4	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
13	Batteries au lithium	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1	Sans objet
16	Broyage de végétaux verts	Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article -	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit confectionner un registre avec les consignes d'exploitation et de sécurité incendie du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant <b>énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation</b> afin de respecter les prescriptions du

présent arrêté.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de récolement avec les dispositions des différents articles de l'AM du 26/03/2012.</p> <p>L'exploitant a repris le tableau de récolement du dossier d'autorisation.</p> <p>Lors de la visite de site, sur les parties visibles, nous avons observé les points "conformes", "sans objet" et "à faire" du tableau. Les points « non conformes » et « à faire » sont repris dans les constats ci-après.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Dossier installation classée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier installation classée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>• le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>• l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>• les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;</li> <li>• les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;</li> <li>◦ le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;</li> <li>◦ le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;</li> <li>◦ les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;</li> <li>◦ le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;</li> <li>◦ les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;</li> <li>◦ les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;</li> <li>◦ les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;</li> <li>◦ les consignes d'exploitation ;</li> <li>◦ le registre de sortie des déchets ;</li> <li>◦ le plan des réseaux de collecte des effluents.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas sur son site d'un dossier comportant les éléments listés à l'article 3 de l'AM du 26/03/2012.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit rassembler et constituer sous 1 mois un dossier comportant les éléments listés à l'article de l'AM du 26/03/2012. Ce dossier sera demandé lors de la prochaine inspection sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'installation ne dispose pas d'un plan général de l'installation avec l'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des atelier et des aires de manipulation des produits ;</li> <li>• des zones de stockage avec les différents risques (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...).</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place et d'afficher sous 3 mois un plan général de l'installation avec l'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des atelier et des aires de manipulation des produits ;</li> <li>• des zones de stockage avec les différents risques (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'ensemble de la clôture du site a été refaite pour atteindre la hauteur de 2 m. Un affichage est présent à l'entrée du site informant des jours et des horaires d'ouverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses <b>installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</b> Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification des installations électriques, car l'installation a moins d'un an. La vérification devra être réalisée d'ici fin août 2025. Cependant, l'exploitant a présenté le Consuel de l'installation, formulaire Cerfa n° 12507*03, attestation de conformité de l'installation de consommation à usage non domestique validé électroniquement le 26/06/2024 par l'installateur « SUD RESEAUX » (130895).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans le mois de réception, le rapport à l'inspection avec la levée des éventuelles observations ou la présentation d'un plan d'action.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Autre, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li><li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li><li>• <b>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</b></li></ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la présence de : <ul style="list-style-type: none"><li>• moyens d'alerte : les agents disposent sur site d'un téléphone portable ;</li><li>• plan des locaux comme demandé à l'art.10 : à réaliser et mettre en place ;</li><li>• appareils d'incendie : réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup></li><li>• un extincteur ABC poudre de 9 kg</li></ul> <p>L'implantation des extincteurs doit se faire dans les lieux représentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



Il est demandé à l'exploitant de répartir sous 15 jours des extincteurs à proximité des zones à risques, compatibles avec les matières stockées et appropriés aux risques. Il justifie également l'implantation des extincteurs à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 7 : Plans des locaux et schéma des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans des locaux et schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas sur site de plan des locaux et schéma des réseaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous 1 mois les plans des locaux et les schémas des réseaux tels que demandés à l'article 22. L'exploitant justifie la mise en place des plans des locaux et les schémas des réseaux à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, I. Plan de défense incendie et II. Maîtrise des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Plan de défense incendie <i>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</i> <i>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</i> <i>Il comprend au minimum :</i>

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

## II. Maîtrise des incendies

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes

*en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.*

**Constats :**

Le plan de défense incendie n'a pas été abordé lors de la visite d'inspection. Les vérifications ont porté sur la mise en place de consignes d'exploitation.  
Toutefois, il est rappelé à l'exploitant que les dispositions de l'article 22-1 de l'AM du 26/03/2012 sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sous 3 mois, dans le registre de consignes d'exploitation du site les documents relatifs :

- au plan de défense contre l'incendie ;
- et à la maîtrise des incendies ;

Le document sera consulté lors de la prochaine visite d'inspection du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 23

**Thème(s) :** Autre, Travaux

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

**Constats :**

<p>Pendant la visite, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place un panneau avec la mention « <i>il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque</i> ».</p> <p>Cet affichage sera disposé près des zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre une consigne dans le registre d'exploitation du site sur les notions de « permis de feu » et les obligations associées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en place du panneau interdiction de feu ;</li> <li>• la mise en place d'une consigne liée au "permis de feu".</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes d'exploitation, telles que définies à l'article 24 de l'AM du 26/03/2012, sont des instructions détaillées qui décrivent les procédures à suivre pour utiliser un équipement, un système ou un processus de manière sûre et efficace.</p> <p>Elles sont essentielles pour garantir le bon fonctionnement, la sécurité et la conformité des opérations. Il n'existe actuellement pas de registre de consignes sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous 3 mois un registre de consignes d'exploitation sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique et maintenance des équipements.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant <b>assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie</b> mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été demandé en amont de l'inspection les rapports de vérification et d'entretien des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant informe que l'installation n'a pas 1 an.</p> <p>Les 1<sup>er</sup> rapports devraient être disponibles sur la période juillet - août 2025.</p> <p>Toutefois, il est remarqué que l'établissement dispose d'un extincteur ABC poudre de 9 kg dans le chalet d'accueil de la déchetterie. La dernière vérification inscrite sur l'appareil est datée du 11/2023. Une bache souple d'eau d'extinction d'incendie de 120 m3 a par ailleurs été installée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé au plus vite de procéder à la révision de l'appareil et de le justifier à l'inspection.</p> <p>Il est également demandé de transmettre le rapport de test de mise en aspiration de la bache du SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

N° 12 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Stockage rétention. I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. III. <b>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses</b> pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est <u>étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</u> Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"><li>• Matières en suspension totales : 100 mg/l</li></ul>

- DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté) : 100 mg/l
- DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 10mg/l

**Constats :**

L'exploitation a mis en place un container afin de récupérer les huiles de friture. Toutefois, ce container ne dispose pas de rétention et des traces d'huile sont visibles au droit du container.

L'exploitant a mis à disposition des usagers un container double peau pour récupérer les huiles de vidange. Toutefois, ce container ne dispose pas de rétention et des traces d'huile sont présentes au droit du container.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder sous 1 mois à la mise en place d'une rétention et d'un bac de collecte des égouttures au niveau des containers pour les huiles de friture et les huiles de vidange, et de le justifier à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Batteries au lithium**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1

**Thème(s) :** Autre, Batteries au lithium

**Prescription contrôlée :**

**A compter du 1er janvier 2025**

*Article 29-1 de l'arrêté du 26 mars 2012*

*Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.*

*Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.*

**Constats :**

Pour information et mise en place du tri conformément aux instructions de l'article 29-1 de l'AM du 26/03/2012.

A l'entrée de l'établissement, un affichage avec des pictogrammes informe que le site ne prend pas en charge les batteries de type voiture.

Sur site, un fût fait office de contenant pour accueillir les "piles" apportés par leur producteur initial.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
<b>Thème(s) :</b> Autre, Collecte des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p><b>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an</b>, sauf justification apportée par l'exploitant relatif au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.</p> <p>En tout état de cause, <u>le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans</u>. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation n'a pas un an. La vidange du débourbeur-déshuileur sera réalisée au plus tard en fin d'année ou dès que le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur.</p> <p>Le réseau dispose d'une vanne d'isolement de l'ouvrage d'infiltration.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter dans le mois de réception la fiche de suivi du nettoyage du ou des séparateurs d'hydrocarbures complétée des bordereaux de collecte et de traitement. L'exploitant tient une traçabilité des vérifications du taux de remplissage du débourbeur-déshuileur.</p> <p>Il est demandé de mettre une signalétique claire et visible, de préférence avec un pictogramme normalisé, à proximité immédiate de la vanne de confinement des eaux afin d'être reconnue rapidement par les services de secours lors d'une intervention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 15 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. <b>Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé</b> choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m <sup>3</sup> /j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un rapport d'analyses des rejets aqueux en sortie de site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de programmer sous 1 mois, puis annuellement, la surveillance des rejets par un organisme agréé selon la liste des paramètres et les concentrations visées à l'article 35 de l'AM du 26/03/2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Broyage de végétaux verts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article -
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Broyage de végétaux verts
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant ne dispose pas de la rubrique (2794) autorisant le broyage de déchets verts apporté par le producteur initial. Arrêté du 18/05/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe que le site n'est pas voué à réaliser de broyage de déchets verts. L'établissement dispose d'un partenariat avec une entreprise spécialisée dans la valorisation des

déchets verts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite